

Rôle des services publics dans l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile

Introduction

Cette étude examine le rôle des services publics dans l'intégration sociale des réfugiés et des demandeurs d'asile. Elle se concentre non seulement sur l'emploi, mais aussi sur des aspects tels que le logement, l'inclusion sociale et les services de santé et d'éducation. Elle examine une série de mesures d'intégration adoptées dans cinq États membres de l'UE (Autriche, Finlande, Allemagne, Pays-Bas et Suède), pour tenter d'identifier les principaux défis et les enseignements tirés. Les pays sélectionnés varient en fonction de l'ampleur de l'afflux, de la tradition d'accueil des réfugiés, des conditions du marché du travail, des systèmes d'aide sociale et de la présence d'autres groupes de migrants.

Contexte politique

À la suite de l'arrivée de plus de trois millions de demandeurs d'asile entre 2015 et 2017, les États membres ont dû relever un certain nombre de défis. Les finances publiques, déjà mises à rude épreuve par les États membres, sont mises à mal par les réponses qu'il convient d'apporter aux besoins fondamentaux des réfugiés, tels que leurs besoins en matière de logement et d'aide sociale, et par le financement des mesures d'intégration. Parallèlement, les États membres ont entrepris de définir des mesures d'intégration sur mesure susceptibles de répondre aux besoins spécifiques de certains réfugiés (comme ceux qui ont des besoins liés à leur santé mentale) ayant vécu des expériences traumatisantes. Les barrières linguistiques et le faible niveau d'alphabétisation ont également entravé le degré de participation des nouveaux arrivants aux mesures d'intégration. Pour résoudre toutes ces questions, il faut renforcer les capacités et accroître les ressources des services publics. L'attitude négative du grand public et, dans certains cas, la réticence des employeurs à embaucher des réfugiés, en particulier lorsque des barrières linguistiques et culturelles subsistent, constituent un autre défi important pour l'intégration sociale. Par ailleurs, sur un marché du travail qui exige de plus en plus que les travailleurs disposent d'un niveau de compétences élevé ou moyen, une grande partie des réfugiés se trouve dans une situation défavorable en raison de leurs qualifications d'un niveau moins élevé et du fait

qu'ils ne justifient pas d'une scolarisation formelle ni de diplômes officiels. Ce rapport examine seize mesures d'intégration mises en place dans les cinq pays sélectionnés pour répondre à ces défis.

Étant donné que la plupart des personnes qui se voient accorder l'asile dans l'Union européenne sont des jeunes hommes, le regroupement familial devrait enregistrer une augmentation dans un avenir proche, lorsque ces jeunes hommes seront rejoints par leurs épouses et d'autres membres de leurs familles. Dans cette optique, les pouvoirs et les services publics doivent concevoir des mesures d'intégration spéciales pour ces groupes, qui arriveront très probablement par le biais d'un autre canal d'immigration (à savoir celui de la migration légale plutôt que celui du droit d'asile). Cette approche pourrait limiter leur droit à des mesures d'intégration spéciales, étant donné que certaines de ces mesures ciblent exclusivement les personnes ayant le statut de réfugiés. Compte tenu de la probabilité que ce groupe se compose en grande partie de femmes, il sera important de tenir compte des besoins d'intégration propres aux femmes. Il est possible que des mesures spéciales doivent également être mises au point pour les enfants et celles-ci auront probablement des conséquences importantes en matière de logement.

Principales conclusions

Le rôle des services publics diffère selon les mesures sélectionnées. Dans certains cas, les services publics ou une autre entité publique ont essentiellement réglementé et supervisé la mesure; dans d'autres cas, ils ont agi en tant que prestataires de services et, dans d'autres cas encore, ils ont financé la mesure, ou bien ils ont cumulé les rôles.

Dans le domaine du logement et de l'intégration sociale (y compris des mesures telles que l'éducation civique), les municipalités et les autorités locales jouent un rôle essentiel, en collaboration avec les ONG.

Un défi important est de garantir un soutien adéquat aux réfugiés et aux demandeurs d'asile ayant des problèmes de santé mentale. Nombreux sont ceux qui ont subi des traumatismes psychologiques, que ce soit dans leur pays d'origine, au cours de leur voyage ou dans les communautés d'accueil. Une fois arrivés dans le pays d'accueil, les obstacles culturels, les difficultés de

communication et le coût élevé du traitement peuvent compliquer l'accès des réfugiés à un soutien approprié.

En ce qui concerne les réponses politiques aux défis du logement, le fil conducteur a été l'élaboration d'une approche plus coordonnée entre, d'une part, les agences gouvernementales centrales chargées de s'occuper des réfugiés et des demandeurs d'asile et, d'autre part, les municipalités locales. Cela inclut l'élaboration de politiques de « dispersion » et la fixation de quotas pour la répartition des nouveaux arrivants dans les municipalités.

Orientations politiques

- La conception de mesures tenant compte de la culture et des caractéristiques particulières des réfugiés peut contribuer à leur offrir une aide plus personnalisée.
- Compte tenu de la durée de l'intégration des réfugiés dans la population active (cinq à six ans en moyenne), il est important de mettre davantage l'accent sur des mesures globales d'intégration.
- Les services publics, qui sont souvent le premier point de contact pour les réfugiés récemment arrivés, doivent répondre aux besoins des réfugiés. Les services publics des cinq États membres de l'UE étudiés se sont montrés très proactifs dans l'adoption et la mise en œuvre d'une série de diverses mesures d'intégration, y compris de certaines approches innovantes.
- Il est essentiel de fournir un soutien psychologique et des soins de santé mentale lorsque cela est nécessaire, et de tenir compte des problèmes de santé mentale dans le cadre de la mise au point des mesures. Étant donné que les questions de santé mentale suscitent des préoccupations communes dans l'ensemble des États membres, la mise en place d'un forum ou d'une plateforme européenne d'experts pour l'échange d'expériences et de bonnes pratiques pourrait aider les États membres à faire face à la forte augmentation de la demande.
- Les mesures innovantes et attrayantes, telles que les stratégies visant à inclure les réfugiés dans les activités communautaires et celles qui soutiennent le réseautage social, comme les projets de tutorat et l'interaction volontaire, donnent lieu à des résultats prometteurs. Le soutien des pouvoirs publics en faveur de telles initiatives est donc crucial.

- Les prestataires de services (publics et privés) sont souvent confrontés à des problèmes de capacité, en termes humains ou financiers, concernant par exemple, la formation spécifique nécessaire au personnel travaillant avec les réfugiés. Le financement de l'UE a contribué à améliorer la situation, mais une approche plus coordonnée des instruments financiers de l'UE (par exemple entre le Fonds « Asile, migration et intégration » et le Fonds social européen) pourrait être nécessaire, d'autant plus que la demande de mesures d'intégration à plus long terme risque d'augmenter à l'avenir.
- Une société civile active, un environnement favorable aux entreprises et le soutien des ONG et des communautés locales constituent autant de facteurs propices à une intégration réussie. Le fait de faire activement participer ces acteurs aux mesures d'intégration peut accroître leurs chances de succès. Certaines initiatives à l'échelle de l'UE, telles que l'initiative « Employeurs unis pour l'intégration » et le partenariat du programme urbain sur l'inclusion des migrants et des réfugiés, peuvent inciter ces acteurs à participer.
- Compte tenu du caractère multidimensionnel de l'intégration, une coopération étroite entre les différents acteurs impliqués dans les mesures d'intégration, y compris les partenaires sociaux, est une condition de réussite. Parmi les différents mesures et domaines d'intégration, différents modèles de coopération (allant d'un rôle normatif du prestataire de services à des modèles plus souples) ont été définis par les services publics, les organisations privées et les partenaires sociaux. Pour sa part, l'UE, par l'intermédiaire de son partenariat européen multipartite pour l'intégration, encourage la participation des partenaires sociaux à la prise de décisions au niveau de l'UE.
- La coopération peut être particulièrement difficile lorsque les parties prenantes impliquées sont nombreuses et diverses: une bonne communication est nécessaire pour éviter les doublons et optimiser les synergies.
- Très peu de mesures portent spécifiquement sur les femmes. La mise en place d'infrastructures de garde d'enfants et de classes spécialement adaptées à l'éducation et aux besoins professionnels des femmes réfugiées peut contribuer à renforcer la participation des femmes.

Informations complémentaires

Le rapport *Role of public services in integrating refugees and asylum seekers (Rôle des services publics dans l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile)* est disponible à l'adresse suivante: <https://eurofound.link/ef19042>

Directeur de recherche: Klára Fóti

information@eurofound.europa.eu